

DECISION EL 99-099

La Cour Constitutionnelle,

- VU* la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU* la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle ;
- VU* la Loi n° 98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU* la Loi n° 99-015 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n° 98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU* la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 98-036 du 15 janvier 1999 portant modification de la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 99-016 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n° 98-036 du 15 janvier 1999 portant modification de la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* le Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* le Décret n° 99-124 du 05 mars 1999 portant modification du Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;
Ensemble les pièces du dossier ;



Ouï le Professeur Maurice GLELE AHANHANZO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que par requête du 07 avril 1999 enregistrée au Secrétariat Général de la Cour le même jour sous le numéro 0766/0108/EL, Monsieur Alidou NOUHOUN MOUSSA saisit la Cour d'un recours en annulation des voix du parti Front d'Action pour le Renouveau Démocratique, la Liberté et le Développement (FARD-ALAFIA) et du parti Impulsion pour le Progrès et la Démocratie (I P D) ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 55 de la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle : « *L'élection d'un député peut être contestée devant la Cour Constitutionnelle durant les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin.* » ; que l'article 78 alinéas 1 et 6 de la Loi n° 98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin dispose : « *Les procès-verbaux de déroulement du scrutin et les feuilles de dépouillement de chaque bureau de vote sont établis en six (06) exemplaires ...* »

A l'exemplaire transmis à la Cour Constitutionnelle ... doivent être annexés : ... - les réclamations rédigées par les électeurs s'il y en a. » ;

Considérant que le requérant n'a pas fait annexer ses réclamations au procès-verbal le jour du scrutin ; que, dès lors, sa requête doit être considérée comme tardive ; qu'au surplus ladite requête, datée du 07 avril 1999, a été enregistrée au Secrétariat Général de la Cour Constitutionnelle le même jour, avant la proclamation, le 10 avril 1999 par la Haute Juridiction, des résultats définitifs des élections législatives du 30 mars 1999 ; qu'il s'ensuit qu'elle est prématurée ; qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de Monsieur Alidou NOUHOUN MOUSSA doit être déclarée irrecevable ;

D E C I D E :

Article 1er.- La requête de Monsieur Alidou NOUHOUN MOUSSA est irrecevable.

Article 2.- La présente décision sera notifiée à Monsieur Alidou NOUHOUN MOUSSA et publiée au Journal Officiel.




Ont siégé à Cotonou, le vingt-trois juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf,

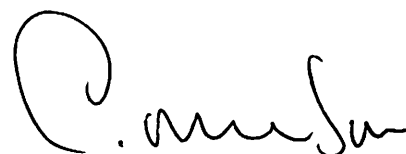
Madame	Conceptia	L. D. OUINSOU	Président
Messieurs	Lucien	S E B O	Vice-Président
	Maurice	GLELE AHANHANZO	Membre
	Alexis	HOUNTONDI	Membre
	Hubert	MAGA	Membre
	Jacques	D. MAYABA	Membre
Madame	Clotilde	MEDEGAN-NOUGBODE	Membre.

Le Rapporteur,



Maurice GLELE-AHANHANZO.-

Le Président,



Conceptia L. D. OUINSOU.-